



## Décision n° D\_2024\_0065 FIN

### Réalisation d'une ligne de trésorerie sur 12 mois auprès d'ARKEA Banque pour un montant de 5 millions d'euros.

Le Maire de Romainville,

**Vu**, le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23 relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune,

**Vu**, la délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020 n° 20\_07\_05 accordant pour la durée du mandat délégation de compétences à Monsieur le Maire dans le cadre des dispositions précitées,

**Considérant**, la nécessité de réaliser une ligne de trésorerie pour un montant maximum de 5 millions d'euros à compter du 22 juillet 2024,

**Considérant**, la proposition établie par ARKEA Banque,

### Décide

**Article 1<sup>er</sup>** : de contracter auprès d'ARKEA Banque une ouverture de crédit (Ligne de Trésorerie) pour un montant maximum de 5 millions d'euros, à compter du 22 juillet 2024 pour une durée de 12 mois, et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Montant** : 5 000 000,00 €
- **Durée** : 1 an
- **Périodicité de paiement des intérêts** : Trimestrielle sans capitalisation des intérêts
- **Base de calcul** : Exact / 360
- **Conditions financières** : Euribor 3 Mois + 0.54%
- **Versement des fonds** : sans frais (via l'outil de banque à distance)

Montant minimum : 10 000,00 €

Modalités : en J avant 15h / J+1 après 15h



**Remboursement des fonds :** sans frais (via l'outil de banque à distance)

Montant minimum : 10 000,00 €

Modalités : en J si confirmation de l'ordre avant 11h30

**Facturation des intérêts :** J-1

Jour de tirage : inclus

Jour de remboursement : exclu

**Frais de dossier :** 2 500 €/ prélevés une seule fois

**Commission de non-utilisation :** néant

**Article 2 :** de signer les contrats de prêts dont les caractéristiques sont mentionnées à l'article 1, avec la société ARKEA, sans autre acte (décision, délibération...) et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat, ses avenants, annexes et tous documents y afférant, conformément à la délibération de délégation de compétences du 4 juillet 2020.

**Article 3 :** En application des articles R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire (Mairie de Romainville – Place de la Laïcité – 93231 Romainville Cedex) ainsi que d'un recours contentieux dans ce même délai, devant le Tribunal administratif de MONTREUIL par voie postale (Tribunal administratif de Montreuil - 7, rue Catherine Puig – 93558 MONTREUIL Cedex) ou de façon dématérialisée par la voie de l'application « télerecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux, l'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux mois suivant sa réception par la commune constitue une décision implicite de rejet qui peut elle-même être contestée devant le Tribunal administratif de MONTREUIL dans un délai de deux mois par voie postale ou dématérialisée.

**Article 4 :** La présente décision sera transmise au contrôle de légalité sur le fondement de l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales

**Article 5 :** Une ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur Le Préfet de Seine-Saint-Denis
- Madame la Comptable publique de Rosny-sous-Bois

Romainville, le 22 juillet 2024



*ecg*